

Détenus en Syrie - Les représentants de trois ONG
espèrent être reçus aujourd'hui par Bachar el-Assad

Sept mois après leur dernière tentative, les proches des détenus libanais en Syrie, réunis au sein du Comité des familles de détenus en Syrie, ont affirmé samedi qu'ils prendront aujourd'hui le chemin de Damas, où ils espèrent rencontrer le président syrien Bachar el-Assad.

Dans un communiqué commun, le Comité des familles de détenus et les associations de défense des droits de l'homme Solide (Soutien aux Libanais détenus et exilés, basé au Liban) et Solida (Soutien aux Libanais détenus arbitrairement, basé en France) ont rappelé que le 22 juillet 2002, une délégation des parents des prisonniers avait été reçue par le ministre syrien de l'Intérieur, le général Ali Hammoud, et le directeur des prisons syriennes, Boghos Sarrouj. La délégation avait remis une liste de noms des personnes présumées détenues en Syrie, et le ministre syrien s'était engagé à fournir dans les trois mois une réponse aux parents sur chacun des noms.

Le 2 novembre 2002, sitôt le délai écoulé, une délégation des parents de détenus s'était rendue à Damas pour rencontrer le ministre syrien de l'Intérieur, mais avait été stoppée à la frontière, à Masnaa.

« La Syrie détient au moins 200 citoyens libanais au secret. Cette situation est inhumaine, insoutenable et en contradiction avec les normes nationales et internationales en matière de droits de l'homme. Nos organisations souhaitent vivement qu'une solution humaine soit trouvée au plus vite à ce drame, dans l'intérêt de toutes les parties concernées », a poursuivi le communiqué.

« Les autorités libanaises refusent d'assumer leurs responsabilités dans cette affaire, et n'ont jamais réclamé le respect des droits des Libanais détenus et disparus en Syrie », a-t-il ajouté.

Solide, Solida et le comité des familles de détenus ont par ailleurs convié les journalistes à un point de presse devant le Baabda Plaza, à Hazmieh, à 8h30, avant le départ de la délégation pour Damas.

Contacté par L'Orient-Le Jour, l'un des porte-parole de Solida, Wadih el-Asmar, qui fait partie, avec le porte-parole de Solide, Ghazi Aad, de la délégation qui franchira la frontière libano-syrienne avec les parents de détenus, a indiqué : « Depuis la dernière visite, il n'y a plus eu d'évolution du dossier. L'Etat libanais ne réagit pas. Nous avons appelé hier le palais présidentiel syrien pour demander un rendez-vous au président Bachar el-Assad. Le but est de demander une réponse à la liste des noms remise l'an dernier au ministre syrien de l'Intérieur. Nous avons des preuves tangibles sur la présence de Libanais en Syrie. Nous voulons qu'un droit de visite soit assuré aux familles de ces détenus. Nous voulons aussi des réponses sur le sort des autres personnes. Depuis l'an dernier, les responsables syriens ont eu le temps de faire les recherches nécessaires à ce sujet », a affirmé M. Asmar.

Concernant la volonté de la délégation de rencontrer personnellement le président Assad, M. Asmar a précisé : « Nous pensons que c'est lui qui a le pouvoir de régler cette question. De son vivant, c'est le président Hafez el-Assad qui s'occupait personnellement de ce dossier. »

De son côté, le procureur général près la Cour de cassation, Adnane Addoum, a réaffirmé hier la position officielle des autorités libanaises, soutenant qu'« il n'y a plus que des prisonniers libanais de droit commun en Syrie ».

Dans un entretien accordé au quotidien saoudien basé à Londres Acharq el-Awsat, le procureur Addoum a indiqué, au sujet des revendications des ONG libanaises sur le dossier des détenus en Syrie : « Ces agissements cachent des motifs politiques. Il faut que tout le monde sache qu'il n'y a plus de Libanais détenus pour des raisons politiques à Damas, parce que les autorités syriennes les ont tous libérés, sur initiative du président syrien Bachar el-Assad, en décembre 2000. »

La commission ministérielle – présidée par M. Fouad es-Saad – qui a été mise en place sous le gouvernement précédent pour s'occuper du dossier des disparus durant la guerre, a été dissoute avec le départ du ministre Saad du cabinet, a-t-il ajouté. « Tous les dossiers établis par cette commission ont été remis au Conseil des ministres par le biais du ministère de la Justice, en vue de la création probable d'une nouvelle commission », a conclu le procureur Addoum.

Contacté par L'Orient-Le Jour, l'ancien ministre Fouad es-Saad, qui se trouve actuellement hors du Liban, a pour sa part précisé qu'il avait remis les conclusions de son enquête sur les disparus au procureur Addoum une semaine après la démission du gouvernement Hariri, il y a deux mois.